



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'Étincelle*

*pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire*

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Lundi 21 septembre 2020

## « Nous battre »... contre les patrons et le gouvernement !

**Alors que le gouvernement promettait 100 milliards d'euros supplémentaires au patronat avec un « plan de relance » censé redresser l'économie, les suppressions de postes se multiplient. La direction de Bridgestone a annoncé la fermeture de l'usine de Béthune, laissant près de 900 salariés sur le carreau. Un patron de plus qui condamne des centaines de familles à la galère et au chômage. Dans la droite ligne de la politique de Macron et Castex.**

### L'avalanche des suppressions de postes

Bridgestone s'ajoute à la longue liste des grands groupes qui suppriment des postes par milliers : Renault, Airbus, Air France, General Electric, Cargill, Alinea, Auchan, Nokia... et des centaines d'autres entreprises sous-traitantes.

À chaque fois, le même scénario. Ce sont d'abord les intérimaires, les prestataires et tous les autres salariés précaires qui sont mis à la porte. Arrive ensuite la deuxième vague, celle des licenciements, facilités par divers artifices juridiques grâce auxquels les patrons évitent souvent le déclenchement d'un (mal nommé) « Plan de sauvegarde de l'emploi ». Car ces PSE nécessitent quelques magouilles pour « justifier » les licenciements par les prétendues difficultés économiques de l'entreprise.

La crise sanitaire est le prétexte invoqué par ces grands groupes pour mener des restructurations massives. Certes le confinement a impacté l'activité. Mais les plans d'économie de Renault, d'Auchan ou de Nokia (le quatrième en cinq ans !) étaient prévus bien avant. Si l'année 2020 sera moins faste en profits, ces groupes ont versé des milliards de dividendes aux actionnaires ces dernières années. On est loin des difficultés des petits patrons (qui subissent d'ailleurs la pression des grandes entreprises).

### Une thérapie de choc soutenue par le gouvernement

« Brutalité », « trahison »..., la fermeture de l'usine Bridgestone de Béthune a été critiquée par les politiciens de tous bords. Même Macron et Le Maire parlent de « se battre » contre les suppressions d'emplois. Mais cette restructuration généralisée menée par le patronat est orchestrée par le gouvernement.

Toute sa politique vise à faciliter les manœuvres patronales. Comme ce décret de mai 2020 qui permet à des patrons de déclarer leur entreprise en faillite,

puis de la racheter... sans les salariés. C'est ce que vient de faire le groupe d'ameublement Alinea, dont les « pauvres » actionnaires (la famille Mulliez, sixième fortune de France), mettent ainsi à la porte 1000 personnes. Chez Derichebourg Aeronautics, c'est un Accord de performance collective (créé par les « ordonnances Macron » en 2017) amputant les salaires jusqu'à 400 € qui a été imposé par la direction. Grâce à ce dispositif, les employés qui refusaient ce chantage à l'emploi ont été automatiquement licenciés.

La bourse ou la vie. Accepter les reculs ou finir au chômage.

### Dialogue social, négociation locale... ou riposte générale !

Face à cette offensive générale du patronat, les syndicats jouent le jeu du dialogue social site par site : à Bridgestone, ils ont signé avec la direction un « accord de méthode » sous l'égide du gouvernement pour discuter pendant cinq mois (!)... de la meilleure manière de fermer l'usine !

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ces négociations étalées dans le temps et cloisonnées dans chaque entreprise. Elles ne peuvent que déboucher sur des reculs. Ce sont les salariés qui feront les frais des plans de compétitivité prétendument « négociés », mais voulus par les patrons.

Ce ne sont pas des subventions supplémentaires, ni des projets industriels alternatifs qui permettront le maintien des emplois et des salaires. C'est une riposte commune des travailleurs qui stoppera l'offensive. Pour cela, il faut que les salariés de différentes entreprises se coordonnent et se mobilisent ensemble.

### *L'Étincelle est aussi en ligne*

**Facebook :** *NPA L'Étincelle – Renault Lardy*

**Twitter :** *Convergences Révolutionnaires @etincelle\_npa*

*Les Bulletins de l'Étincelle @F\_Bulletins*

**Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>**

## Une révolution qui tourne en rond

« Renaulution », la révolution chez Renault : c'est le slogan du nouveau patron de Renault. Mais comme idée révolutionnaire, il ne promet que des plans d'économies et des suppressions d'effectifs.

À créer la misère et la précarité, qu'il se méfie, nous salariés, connaissons la vraie définition du mot révolution !

## Pompier pyromane

Lors d'un amphi Management organisé par le directeur de la Mécanique, celui-ci s'est plaint des problèmes de qualité rencontrés sur les derniers projets hybrides et EU6d-full. Il a même lancé un « *plus jamais ça* » menaçant. Comme si c'étaient les équipes de terrain qui étaient responsables de la situation ! Ce sont les directeurs ont engagé des vagues de réduction des coûts et de personnel depuis des années, et ils entament une autre saignée avec des centaines de suppressions de postes de sous-traitants et de Renault dans les mois à venir.

Leur course aux profits nous mène dans le mur. Il est urgent que les travailleurs prennent les commandes en mettant en avant leurs propres intérêts.

## Il y a des Clic' qui se perdent

Dans son dernier Clic'Infos, la direction nous enjoint de respecter, « *en pause* », « *la distanciation sociale de 2 mètres minimum* ». Au boulot, elle parle toujours d'une distance d'1 mètre mais en, pause, il faudrait la doubler

Pourtant au début du confinement, elle répétait qu'il n'y avait pas de risque de se contaminer entre salariés des ailes de bancs, même sans masques, puisque les pupitres de commande sont éloignés d'un mètre... Ils sont décidemment aussi menteurs que le gouvernement et adaptent les mesures comme ça les arrange.

À nous d'adopter nos propres mesures, en exerçant notre droit de retrait si notre santé est mise en danger.

## Pool une poignée de dollars

Un projet de remplacement du personnel du service Pool par des machines automatiques serait en voie d'étude à Lardy. Pour eux, le progrès technique ne sert qu'à réduire les coûts et détruire des postes. Dans une société débarrassée du profit, il servirait à améliorer les conditions de travail et à réduire le temps de travail.

D'ici là, il faut refuser que des salariés en payent les conséquences et s'opposer aux suppressions de postes en répartissant le travail entre tous.

## Dati center

Recrutée en tant que « consultante » par Carlos Ghosn, Rachida Dati a touché 300000 € par an pour 300 heures de travail, soit 1000 € net de l'heure ! Un talent bien payé ?

Pas sûr, car les juges qui enquêtent sur l'affaire n'ont trouvé aucune trace de son travail lors des perquisitions au siège de Renault. Ils la soupçonnent d'avoir fait du lobbying pour les intérêts personnels de Ghosn et pour influencer la législation européenne selon les intérêts de Renault.

De 2010 à 2012, Dati a perçu 900 000 €. À l'époque, les salariés étaient sommés de se serrer la ceinture.

## Le 29 septembre, ensemble contre le plan Renault

Pendant que De Meo nous baratine dans ses vidéos, le plan d'économies continue contre les salariés Renault et des sous-traitants : réorganisations, fin de contrat des prestas, emplois supprimés, fermeture de sites... La direction est à l'offensive pour nous faire payer la note de la restructuration du groupe. Face à cela, il ne faut pas rester isolés site par site.

Alors que la direction organise un CCSE pour emballer les suppressions de postes dans le dialogue social, un appel a été lancé pour que les salariés des divers sites Renault se retrouvent tous ensemble et fassent entendre leur voix, mardi 29 septembre.

## Un plan de relance très orienté

Macron appelle à « se battre » contre la crise économique ! En dopant encore un peu plus le « plan de relance » ?

Mais pendant qu'il théorisait le « ruissellement », les subventions publiques coulaient déjà à flot vers les grandes entreprises sous forme de crédits d'impôt : entre 2013 et 2017, 100 milliards d'euros leur ont été offerts sous la forme du CICE, qui sont allés grossir les dividendes des actionnaires !

Au total, les économistes estiment que ce dispositif a poussé les patrons à « créer » entre 100000 et 160000 emplois seulement sur la période. Bien loin du « million » qu'agitaient alors le MEDEF et Hollande pour arroser le patronat d'argent public sous couvert de sauver l'emploi.

C'est le même discours que sert Castex pour justifier son plan de relance, qui aura exactement le même effet.

## La course au progrès... des parts de marché !

Macron se fait donc le champion de la 5G face au « modèle amish », et ne veut pas revenir à la lampe à huile. À la pointe de la modernité, le président, en dédiant sept milliards à la filière du numérique ?

Le déploiement de la 5G n'est pas décidé en fonction de son utilité, mais des intérêts des industriels se partageant le marché, alors même que l'ensemble du territoire et de la population n'est pas pourvu en matériel informatique et accès à internet, pourtant indispensable en ces temps de télétravail forcé.

## Macron et les Ouïghours : une indignation à géométrie variable

« *Inacceptable* ». Voilà comment Macron juge les crimes subis par les Ouïghours. Pourtant il ferme les yeux depuis des années : en 2018 il préférerait ne « *pas donner de leçons* » au président chinois.

Alors que le marché chinois est jugé trop fermé aux capitalistes européens, ce changement de ton – qui ne l'engage à rien – a surtout pour but de faire pression sur les autorités chinoises, pour, *in fine*, permettre à davantage d'entreprises de bénéficier du travail forcé et quasi gratuit de la main d'œuvre ouïghour, comme le font déjà les Alstom, Lacoste et consorts, entre autres grandes firmes occidentales.

C'est ce que dénonçait un institut d'information australien en mars dernier, repris en août par un article de *Mediapart*, « *83 marques et multinationales profitent du travail forcé des Ouïghours* ».